



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE  
DE FRANCE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-008-2020-11

PUBLIÉ LE 5 NOVEMBRE 2020

# Sommaire

## **Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement**

IDF-2020-11-04-022 - Décision DRIEA-IdF n° 2020-0906 du 4 novembre 202 portant  
subdélégation de signature en matière administrative (10 pages)

Page 3

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement  
et de l'aménagement

IDF-2020-11-04-022

Décision DRIEA-IdF n° 2020-0906 du 4 novembre 202  
portant subdélégation de signature en matière  
administrative



**Décision DRIEA-IdF n° 2020-0906**  
portant subdélégation de signature en matière administrative

La directrice régionale et interdépartementale  
de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code du domaine de l'État ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la route ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de voirie routière ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu le décret n° 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté n° IDF-2016-12-15-021 du 15 décembre 2016 modifié du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 fixant la liste des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État pour lesquels l'avis du chef de service déconcentré sous l'autorité duquel sont placés ces personnels est requis préalablement à leur édicition ;

Vu la décision DRIEA IF n° 2017-1 du 10 janvier 2017 modifiée portant organisation des services de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 2018 portant nomination de Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2019-1099 du 29 avril 2019 du préfet de la Seine-Saint-Denis donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région d'Île-de-France, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté n° 2019/2432 du 5 août 2019 du préfet du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté n° IDF-2020-08-17-014 du 17 août 2020 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, en matière administrative, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté n° IDF-2020-08-17-015 du 17 août 2020 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant

2

délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté n° 75-2020-08-17-006 du 17 août 2020 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté PCI n° 2020-92 du 24 août 2020 du préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature des actes administratifs à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

## DÉCIDE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Suppléance**

Délégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée du pilotage des services, pour signer, en cas d'absence prolongée de Mme Emmanuelle GAY, les arrêtés, décisions et pièces relevant des attributions de la direction.

### **ARTICLE 2 : Cabinet de la direction et Mission sécurité défense**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Nadia BELLIL, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, directrice de cabinet de la direction, pour le fonctionnement du cabinet, et, dans la limite de leurs attributions respectives, à Mme Stéphanie CARVALHEIRO, personnel non titulaire de catégorie A, directrice du service communication, ainsi qu'à M. Robin LEROY, attaché principal d'administration de l'État, chargé de la mission communication placé auprès de la direction des routes d'Île-de-France.

Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional adjoint sécurité des transports et défense, et à M. Charles-Emmanuel RAMEAU, attaché d'administration de l'État, responsable de la mission sécurité défense.

### **ARTICLE 3 : Direction des routes Île-de-France (DiRIF)**

1. Subdélégation de signature est accordée à M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France et, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Jérôme ROQUES, attaché principal d'administration de l'État, directeur-adjoint des routes d'Île-de-France ;
- M. Marc CROUZEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint territorial des routes d'Île-de-France ;
- Mme Fanny CHANTRELLE, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Frédéric ROCHER-LACOSTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Claude STREITH, ingénieur en chef des travaux public de l'État, adjoint au responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- Mme Cécile PASCALIS-MAÎTRE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Hervé ABDERRAHMAN, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service du trafic et des tunnels de la direction des routes d'Île-de-France ;
- Monsieur Jean-François TARISTAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chef de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation de la direction des routes d'Île-de-France.

3

2. Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service de la modernisation du réseau :

- M. Michel PERREL, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Sud-Ouest ;
- M. Eric VILBE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Nord-Est, et son adjointe, Mme Florence DERUMIGNY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Davy PRYBYLA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département des projets olympiques, et son adjoint, Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe DESNOUAILLES, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département des études générales et des voies réservées ;
- M. Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable par intérim du département de l'ingénierie de la modernisation du réseau, et son adjoint et chef de projet routier M. Régis BOST, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Micheline LEHOUX, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des affaires foncières, et son adjointe Mme Sophie MOZER, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- Mme Christianne ASSANI FATOUMA, attachée d'administration, responsable du bureau programmation, gestion et ordonnancement ;

■ pour le service de la gestion patrimoniale du réseau :

- M. Guillaume DAMIEN, ingénieur des ponts des eaux et des forêts, responsable du département ouvrages d'art et son adjoint et chef de l'unité technique ouvrages d'art, M. Fernando DIAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Nord-Est de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- Mme Pascale BLATNIK, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département des techniques de la route, et ses adjoints, M. Serge CRISCIONE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, et M. Benjamin FOUCHARD, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe GODE, technicien supérieur en chef du développement durable, chef de l'unité équipements du département des techniques de la route, et son adjoint M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- Mme Cécile PASCALIS-MAÎTRE, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de la politique et programmation routières ;
- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint, M. Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, technicien principal, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe, Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale ;

■ pour le service du trafic et des tunnels :

- M. Stéphane GOUDEAU, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels, et son adjoint M. Martial DUMONT, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pierre-Baptiste DELPUECH, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'exploitation du trafic et des tunnels, et ses adjoints, Mme Michèle MARLIERE, personnel non titulaire de catégorie A, et M. Olivier NALIN, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
- M. Julien CHAVEROUX, attaché d'administration de l'État, chef de l'unité observatoire et ingénierie du trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;

4

- Mme Sarah SANANES, ingénieure des travaux publics de l'État, chef de l'unité coordination du trafic et information routière, et son adjoint et chef du centre coordination trafic M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Erwan LE PRIOL, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'unité politique de maintenance et de modernisation, et son adjointe, Mme Amélie GRENOT, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Nord, et ses adjoints, M. Philippe THULLIER, et M. Michaël LEGAIT, ouvriers des parcs et ateliers ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Ouest, et ses adjoints, M. Silvère RAYNAUD, ouvrier des parcs et ateliers, et M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Boulogne et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Sud, et ses adjoints M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Ouest :

- M. Jean-Mallory ROUSSEAU, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest, et son adjointe, Mme Julie COHEN-SOLAL, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Zaher KHERBACHE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Boulogne, et son adjoint M. Yohan POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable ;
- M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable, adjoint au responsable de l'unité d'exploitation de la route de Jouy-en-Josas ;
- M. Frédéric CARLIER, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Nanterre, et son adjointe, Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Est :

- M. Adrien PUGES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est, et son adjoint, M. Adrien KARGOL, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Claude GRUMELART, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) et ses adjoints Mme Claudine GALLACCIO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, et M. Anthony THIEFFRY, technicien principal supérieur du développement durable ;
- Mme Marie-Caroline DUGUEY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Champigny-sur-Marne ;
- M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable, adjoint au responsable de l'unité exploitation de la route de Brie-Comte-Robert ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Sud :

- M. Patrice MORICEAU, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud, et son adjoint M. Moustapha SAVANE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du bureau de gestion administrative et de la route ;
- M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Chevilly-Larue, et son adjoint M. Fernando CASTRO, technicien supérieur



- principal du développement durable ;
- M. Alexandre LEFORT, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'UER d'Orsay-Villabé, et ses adjoints, M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable, et M. Eric OGÉ, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Nord :
  - M. Thomas WALLISER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord, et son adjoint M. Jean-Baptiste DE CAGNY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
  - M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) et Mme Christine SOREL, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, adjointe au responsable du bureau de gestion administrative et de la route ;
  - Mme Jocelyne SANDJAKIAN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du pôle contentieux et gestion du domaine public ;
  - M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Saint-Denis ;
  - Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable, adjointe au responsable de l'unité d'exploitation de la route d'Eragny.

#### **ARTICLE 4 : Sécurité des transports**

Subdélégation de signature est accordée à M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional adjoint sécurité des transports et défense, responsable du service sécurité des transports, et son adjointe Mme Odile SÉGUIN, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, ainsi que, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés, et son adjoint M. Thomas THIEBAUT, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Moussa BELOUASSAA, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département régulation des transports routiers ;
- M. David RECOQUILLON, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au responsable du département régulation des transports routiers, et responsable du bureau coordination et suivi du contrôle ;
- Mme Véronique BALLATOUR, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, adjointe au responsable du bureau coordination et suivi de la gestion ;
- Mme Sadia KHELIFI, ingénieure divisionnaire d'études et de fabrications, responsable du bureau gestion et contrôle n° 1, et son adjoint M. Christophe DEPRUGNEY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;
- M. Hugues NOLLET, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du bureau gestion et contrôle n° 2 ;
- M. Jacques LAURENT, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau gestion et contrôle n° 3, et son adjointe Mme Laurence MURZEAU, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure des travaux publics de l'État ;
- Mme Renée CARRIO, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières et son adjoint René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Jean-François FRATINI, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau sécurité et éducation routières ;
- Mme Christèle COIFFARD, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du bureau circulation routière.

#### **ARTICLE 5 : Aménagement et développement durables**

Subdélégation de signature est accordée à M. Hervé SCHMITT, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des

6

21/23, Rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15  
[www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de l'aménagement et du développement durable, et, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- pour le service de la planification, de l'aménagement et du foncier :
  - M. Pierre-Yves THOMASSON, ingénieur des ponts des eaux et forêts, responsable du service, son adjointe Muriel BENSAID, attachée d'administration hors classe, et, pour ce qui concerne les dispenses d'agrément des locaux d'activités, à Elvira MELIN, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du bureau de l'immobilier d'entreprise ;
- pour le service politique des transports :
  - M. Alexandre ANACHE, ingénieur des ponts, eaux et forêts, responsable du service, M. François PLOQUIN, ingénieur des ponts, eaux et forêts, adjoint au responsable du service et responsable du département des transports inter-régionaux et du fret, et M. Denis LAISNEY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département des transports urbains ;
- pour le service des politiques immobilières et du bâtiment :
  - M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'État en chef, responsable du service, M. Vincent PAVARD, architecte urbaniste de l'État, adjoint au responsable du service, Mme Anne DELAUNAY-VERNHES, architecte urbaniste de l'État, responsable du département réhabilitation, construction, innovation, Mme Dominique RITZENTHALER, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département réglementation et contrôle de la construction, et Mme Frédérique REMMY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département d'appui à la gestion du parc immobilier de l'État ;
- pour le service connaissance, études et prospective :
  - Mme Véronique LEMAIRE-CURTINOT, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service de la connaissance, des études et de la prospective et son adjoint, M. Mathieu ECOIFFIER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts.

#### **ARTICLE 6 : Pilotage et fonctionnement des services**

Subdélégation de signature est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée du pilotage des services, ainsi que, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- pour le secrétariat général :
  - Mme Catherine CLERC, attachée d'administration hors classe de l'État, secrétaire générale, M. Romuald SEGRETIN, attaché principal d'administration de l'État, secrétaire général adjoint, M. Philippe POIRIER, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué auprès de la DiRIF, et M. Tarik TOUGHRAI, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au secrétaire général délégué, et pour présenter des observations devant le comité médical et la commission de réforme ;
  - Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines du secrétariat général délégué auprès de la DiRIF ;
  - M. Xavier LEJEUNE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du bureau des effectifs et des ressources humaines, et son adjoint Nicolas SCHUTZ, attaché d'administration de l'État, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant des attributions du bureau des effectifs et des ressources humaines du secrétariat général, et pour présenter des observations devant le comité médical et la commission de réforme ;
  - Mme Catherine STOVEN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du bureau du conseil juridique et du contentieux au secrétariat général, pour signer tout acte, pièce ou mémoire nécessaires à la défense des activités des services devant les juridictions administratives et judiciaires ;
  - Mme Catherine STOVEN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du bureau du conseil juridique et du contentieux au secrétariat général, Mme Carine LEBON, personnel non titulaire de catégorie A, chargée de mission juridique, Mme Sylvie GAYRARD, personnel non titulaire de catégorie A, responsable du bureau des affaires juridiques au secrétariat général délégué auprès de la DiRIF, et Mme

Catherine PERNOIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, adjointe à la responsable du bureau des affaires juridiques du secrétariat général délégué auprès de la DIRIF, pour présenter des observations orales devant les juridictions ;

■ pour le centre support régional :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du centre support régional ;
- M. Julien DUCASTELLE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département ressources humaines, et son adjointe Mme Sandrine GRANDIN, assistante ingénieure de l'enseignement supérieur, responsable du pôle procédures, et M. Stéphane MEINIER, attaché d'administration de l'État, responsable du pôle de gestion ;
- Mme Cécile CARDOT, attachée principale d'administration de l'État, responsable du centre de prestations comptables mutualisé (CPCM) et son adjointe Mme Faïza AIT ALLA, attachée d'administration de l'État ;
- Mme Emmanuelle AIRAUD, attachée d'administration de l'État, chargé de mission qualité.

■ pour la direction de la stratégie, du pilotage et de l'animation :

- Mme Aurore NATIVITE, attachée principale d'administration de l'État, adjointe à la directrice de la stratégie, du pilotage et de l'animation.

### **ARTICLE 7 : Paris**

Subdélégation de signature est accordée à M. Raphaël HACQUIN, administrateur civil général, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de Paris, et, dans la limite de leurs attributions, à :

- Mme Émilie CAM, architecte urbaniste de l'État, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires ;
- Mme Laurence CACHEUX, attachée d'administration hors classe de l'État, responsable du service patrimoine, paysage et droit des sols ;
- Mme Natacha CARRIER-SCHRUMPF, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service utilité publique et équilibres territoriaux ;
- Mme Nathalie SIMON, attachée principale d'administration de l'État, responsable de la mission d'appui au pilotage local.

### **ARTICLE 8 : Hauts-de-Seine**

Subdélégation de signature est accordée à M. Guillaume MANGIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'équipement et de l'aménagement de la région d'Île-de-France, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur civil, adjoint au directeur ;
- Mme Muriel LECAT, technicienne supérieure principale du développement durable, responsable par intérim de la mission d'appui au pilotage local ;
- M. Michaël PREVOST, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et bâtiments durables, et son adjointe Mme Sophie TCHENG, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Stéphane BAUDEMONT, architecte urbaniste de l'État, responsable du service planification et aménagement durables, et son adjointe Mme Camille MADOIRE-ROUZAUD, attachée principale d'administration de l'État ;
- M. Anthony JEANNE, attaché principal d'administration, responsable du service sécurité, éducation routière.

## **ARTICLE 9 : Seine-Saint-Denis**

Subdélégation de signature est accordée à M. Laurent CONDOMINES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'équipement et de l'aménagement de la région d'Île-de-France, directeur de l'unité départementale de la Seine-saint-Denis, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, adjoint au directeur ;
- M. Christian SONJON, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du service circulation, éducation et sécurité routières, et son adjointe Mme Isabelle MERCIER, attachée d'administration de l'État ;
- Mme Florence MONFORT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme réglementaire et bâtiment, et son adjointe, Mme Céline BARON, attachée principale d'administration de l'État ;
- Mme Mathilde HONORAT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service de l'aménagement durable des territoires et son adjoint M. Florent GIRY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
- Mme Magali PROT, attachée principale d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources et de la logistique.

## **ARTICLE 10 : Val-de-Marne**

Subdélégation de signature est accordée à M. Pierre-Julien EYMARD, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale du Val-de-Marne, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, adjoint au directeur ;
- Mme Suzanne LECROART, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service de l'urbanisme et du bâtiment durables, et son adjointe Mme Anne-Elisabeth SLAVOV, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Emmanuel FRISON, attaché principal d'administration de l'État, responsable du service de la planification et de l'aménagement durables et ses adjoints Mme Pia LE WELLER, architecte urbaniste de l'État et M. Olivier COMPAGNET, attaché principal d'administration de l'Etat ;
- M. Alain MAHUTEAU, délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière, responsable du service éducation et sécurité routière.

## **ARTICLE 11**

I. - Sont exclus des subdélégations visées dans les articles 2 à 10 :

- les conventions financières et les conventions d'études passées avec des collectivités locales, les établissements publics, les opérateurs publics et les agences d'urbanisme ;
- les correspondances ou avis formulés à l'attention des directeurs d'administration centrale ;
- les mesures de suspension des fonctions et les décisions d'engagement de la procédure disciplinaire à l'égard des agents ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ;
- l'instruction et les actes relevant de la sanction disciplinaire, ainsi que de l'abandon de poste.

II. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 2 à 10, sauf pour les directeurs-adjoints y compris les directeurs des unités départementales :

- les correspondances avec les maires et les présidents d'établissements publics territoriaux (EPT), de communauté d'agglomération ou de communauté de communes ;
- les conventions relatives aux prestations mutualisées, assurées par une entité de la DRIEA pour le compte d'autres directions de l'État en Île-de-France, y compris en matière immobilière.

## **ARTICLE 12**

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° IDF-2020-08-17-014 du 17 août 2020 susvisé, la délégation de signature accordée à la directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement par le préfet de Région-préfet de Paris, et, par voie de conséquence, la présente subdélégation de signature ne portent pas sur :

- les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- Les mémoires en défense présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives, nés de l'activité de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ou relevant de la délégation de pouvoir consentie par la réglementation en vigueur au préfet de la région d'Île-de-France en matière de gestion de certains personnels occupant un emploi dans les services déconcentrés du ministère chargé du développement durable et du ministère des transports, sauf en ce qui concerne les procédures d'urgence prévues au livre V du code de justice administrative ;
- les avis sur la portée des dispositions du schéma directeur de la région d'Île-de-France ;
- les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations de maires, la maire de Paris et les maires des communes chefs-lieux de département ;
- les correspondances entrant dans le cadre de la négociation du contrat de plan État-Région.

## **ARTICLE 13**

En vertu de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 75-2020-08-17-006 du 17 août 2020 susvisé, sont exclus de la présente subdélégation de signature les actes, les décisions, les accords, les refus et les avis relatifs aux immeubles de l'État et de ses établissements publics classés au titre des monuments historiques et se rapportant aux opérations et aux projets concernant :

- 1°) le site de la Cathédrale Notre-Dame-de-Paris ;
- 2°) le site du Val-de-Grâce ;
- 3°) le site Fort nouveau de Vincennes.

## **ARTICLE 14**

Les subdélégations accordées au titre de la présente décision sont valables en cas d'intérim exercé par un subdélégué désigné formellement par la directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France.

## **ARTICLE 15**

La décision DRIEA-IdF n° 2020-0677 du 4 septembre 2020 portant subdélégation de signature en matière administrative est abrogée.

## **ARTICLE 16 :**

La secrétaire générale de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 4 novembre 2020

La directrice régionale et interdépartementale  
de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France

signé

Emmanuelle GAY